



Rennes, le 16 octobre 2013

Communiqué de presse

Amplifier la mobilisation pour l'emploi, l'industrie, les territoires.

La situation dans les secteurs industriels de la Bretagne ne cesse de s'aggraver. C'est quasi-quotidiennement qu'une annonce de suppressions d'emplois vient se rajouter aux précédentes.

Pour autant, les pouvoirs publics peinent à trouver des solutions pour éviter le pire.

Depuis plus d'un an, les organisations syndicales, dont la Cgt, ne cessent d'alerter le gouvernement, le Président de la République, sur l'aggravation des filières qui sont supposées être les pans de l'économie bretonne.

Le 10 juillet 2012, La Cgt s'est exprimée, devant le Medef de la région à Brest, sur la catastrophe économique et sociale, prévisible à l'époque, réelle aujourd'hui.

Le 9 octobre, une manifestation était organisée à Rennes pour mobiliser les salariés sur les enjeux de l'industrie.

La riposte s'organise dans les entreprises, telles que Psa, Alcatel, Doux, Marine harvest, Tilly, Gad, Boutet Nicolas, ...

Devant l'absence de réponse, les salariés sont de plus en plus exaspérés de ne voir rien venir en dehors du licenciement.

La Cgt ne peut pas se satisfaire de la méthode du gouvernement qui consiste à toujours reporter les échéances en laissant à chaque fois des salariés en dehors des entreprises.

Chez Doux, 28 salariés sur les plus de 1 000 licenciés en 2012 ont retrouvé un emploi en CDI !!!!

Cette politique, qui consiste à attendre que les salariés soient licenciés pour que l'Etat les prennent en charge, est une aberration qui désresponsabilise les employeurs.

Les chefs d'entreprises sont à pointer du doigt dans la situation. La recherche du profit permanent, par l'aggravation des conditions de travail, la baisse du coût du travail, et la chasse à l'argent public, ne peut conduire qu'à une impasse.

Leur attitude aujourd'hui, qui consiste à s'organiser à partir de la lutte des salariés est honteuse, car ils profitent bien des salariés en détresse pour exiger toujours plus d'allègement, tant sur les taxes que sur les cotisations sociales.

N'en ayant jamais assez, il est pour le moins surprenant que dans des sites qui sont maintenus, ils font appel à de la main d'œuvre étrangère, comme chez Gad à Josselin, où 160 roumains travaillent actuellement. Pour les employeurs, la concurrence entre les salariés, est un moyen d'augmenter les profits. En témoignent également le niveau des salaires de nos voisins allemands.

La Bretagne n'est pas une zone franche, bien au contraire, elle a du potentiel à la condition que les intérêts qui priment dans les stratégies d'entreprises ne soient pas uniquement l'argent.

Il est une évidence, les salariés et les entrepreneurs, éleveurs, agriculteurs,... ne sont pas dans le même bateau, même s'il y a beaucoup d'inégalités chez les employeurs. Les plus gros ont aussi de l'appétit pour leurs congénères plus petits.

Les grandes surfaces, les dirigeants des grands groupes, n'ont rien à faire dans une lutte pour le maintien de l'emploi, puisque ce sont eux qui décident de licencier. La Cgt va poursuivre son action pour faire valoir ses propositions, dans les filières et les entreprises.

Ces propositions visent à redonner du sens aux activités économiques pour répondre aux besoins des populations de manière durable.

La mobilisation doit se poursuivre, avec une implication plus importante des salariés, celles et ceux qui sont dans la tourmente, et plus largement celles et ceux qui constituent le monde du travail.

La Cgt va proposer, aux organisations syndicales, aux salariés, retraités, demandeurs d'emploi, des temps forts de mobilisation sur la région dans la période qui s'ouvre pour que l'emploi soit au cœur des luttes à venir et pour que la Bretagne, reste sur l'ensemble de son territoire, une terre où chacun peut vivre et travailler avec une industrie diversifiée, tournée vers l'avenir, mais ancrée sur ses savoirs faire et ses compétences.

Le Secrétaire du Comité Régional

C.G.T. Bretagne



Thierry GOURLAY